



Quel programme, avec qui le construire et comment le mettre en œuvre ?

Le document ci-après correspond à des questions qui ont été, certes, moins discutées lors des réunions depuis le 28 septembre. Si la FASE le propose ici ce n'est pas en opposition avec l'un ou l'autre des documents déjà publiés sur ces questions (Manifeste du PG, propositions du NPA, du PCF, des Alternatifs, interventions argumentées par le PCOF et insistances sur divers aspects importants par les porte-parole du FSQP...)

Nous avons essayé, en lien avec un début d'élaborations régionales, de mettre en ordre une partie de ce que nous pensons à développer, préciser et défendre à l'occasion des régionales.

Il faut donc le prendre comme une contribution qui s'est assez fortement inspirée des précédentes, que nous n'avons pas eu le temps, il faut nous en excuser, de commenter toujours par écrit,

Cette trame en vue d'un document commun est soumise au débat en interne à la FASE et aussi dans le dialogue avec les autres forces. Nous souhaitons proposer une sorte de Forum permanent « Vraiment à gauche », avec des représentant-e-s de toutes les composantes et des individualités.

Construire un programme lors d'une réunion à Paris, à quelques organisations et à l'opposé de notre conception de la politique et également le meilleur moyen de ne jamais le voir se réaliser.

Il doit partir des propositions et revendications portées par le mouvement social et la campagne électorale doit être l'occasion d'en débattre avec les associations, les citoyens, les syndicats.

Cela implique que nous devons les construire avec eux durant la campagne et ainsi pouvoir nous mobiliser ensemble pour les réaliser car c'est bien là, essentiellement sur cette condition, que porte notre capacité à réaliser ou non des axes de notre programme. Que nous participions ou pas aux exécutifs, nous devons être conscients que tout ne peut pas être mise en œuvre tout de suite, des processus de rupture sont nécessaires et des mobilisations pour obtenir des moyens de l'État ou modifier les lois seront également indispensables.

Le groupe d'élus au Conseil Régional issu de notre rassemblement devra se fixer des règles de travail pour renforcer la participation des citoyens à la prise de décision politique en mettant à disposition des citoyens les moyens de débattre dans un débat public ouvert et démocratique. Ces nouvelles formes politiques participeront avec la mobilisation des élus à changer les modes de fonctionnement peu démocratiques de l'institution Régionale.

Cependant nous pouvons à cette étape esquisser quelques axes non exhaustifs et incomplets de propositions politiques structurantes marquant des processus de rupture avec une politique libérale et marquer ainsi nos intentions.

. **Transports** : Les liens sont étroits entre la dimension écologique et sociale à partir d'une urbanisation maîtrisée et agglomérée et d'un aménagement rapprochant toutes les activités de la ville et l'habitat, Nous voulons encourager ce que nous appelons les politiques de proximités. Développer le service public des transports et les organisations publiques démocratisées : développer les transports en commun non-émetteurs de CO₂, et affirmer un nouveau droit effectif à la mobilité et aux transports, collectifs et doux, réseaux cyclables, pédestres,... pour tous les habitants, et salariés dans tous les territoires. Rejeter la logique du « tout camion » dans le transport de marchandises, et développer les transports alternatifs -ferrés, voies d'eau,... . Prioriser le transport en commun dans le schéma régional, développer l'offre de transports la plus largement accessible en maillant les réseaux et pas les lignes les plus « rentables » ou de prestige. Étendre la tarification sociale, développer la gratuité des transports de proximité, en priorité pour toutes les personnes vivant avec le SMIC ou moins et pour les jeunes, avec pour objectif la gratuité pour tous. Appuyer le financement nécessaire pour toutes ces mesures sur les richesses créées grâce aux transports ou générées par leurs impacts sur l'aménagement et les activités et la solidarité.

• **Énergies et environnement**. Priorité aux énergies renouvelables, aider à la création d'emploi, à la formation dans ce secteur.. Soumettre au référendum populaire les grandes décisions en liaison avec la Commission Régionale de Débat Public * (centrales nucléaires, infrastructure de transport etc.).

Une politique d'aménagement du territoire et de développement économique qui priorise la qualité de l'emploi, les obligations écologiques liées à un autre mode de développement soutenable, riche en emplois de qualité et la relocalisation (reprises d'entreprises par les salariés, agriculture de proximité doivent faire l'objet d'un soutien prioritaire).

- **Services publics.** Respecter des missions égales sur tout le territoire. Refuser des partenariats publics privés quand ceux-ci sont conduits dans la logique du profit. Instaurer des modalités de concertation et de contrôle des usagers sur les services territoriaux. Appuyer les mobilisations de défense et d'extension des services publics, contre les fermetures d'hôpitaux de proximité ou de bureaux de poste. Mettre sur pied des structures régionales de l'eau incitant par la facilitation de moyens techniques les communes à gérer l'eau par des régies publiques et non par concessions aux grands groupes privés.

La politique des régions devra comporter le refus des privatisations et de la précarisation sous toutes ses formes : transformation des postes de précaires employés par les collectivités territoriales, refus d'aide à l'entretien des bâtiments de l'enseignement privé, concertation avec les universités et les chercheurs pour combattre la loi LRU.

- **Éducation** Promouvoir l'Éducation publique en renforçant l'action pour les lycées et les universités.

- **Logement.** Rendre effectif le droit au logement en contribuant avec l'État dont c'est la principale responsabilité la construction de logements sociaux indispensables à chaque région. Imposer une série de contraintes, lors de l'attribution des marchés de construction, aux entreprises du BTP et aux promoteurs immobiliers (construire dans chaque immeuble au moins 20 % de logements sociaux, construire selon les normes de haute qualité environnementale. Prendre des initiatives avec les collectivités territoriales et l'État pour le logement des jeunes. Créer des instruments financiers et fonciers permettant aux organismes de logement social d'investir dans la construction et la rénovation. Développer des politiques d'éradication du logement insalubre.

- **Prêts et aides financières.** Ils doivent être accordés en priorité aux entreprises répondant à des critères sociaux et environnementaux, développer l'économie solidaire. Pas d'aides financières directes ou sous la forme d'études de services d'aides techniques aux entreprises qui renforcent les profits des grands groupes mondialisés et qui disparaissent du territoire dès qu'elles trouvent ailleurs une main-d'œuvre moins chère. Mesures de récupération, de contrôle et d'orientation des fonds publics (délocalisations, licenciements, etc...) par la mise en place de moyens de contrôle des salariés et des citoyens, des Comités d'Entreprises sur les fonds publics. Les outils financiers doivent être orientés vers la relocalisation et le développement écologique et social, pour la pérennisation des emplois, la reprise en compte par les salariés de l'activité de leur entreprise, les coopératives ou l'économie sociale et solidaire, l'agriculture vivrière et locale.

• **Formation professionnelle** : Créer un vrai service public régional de formation*
Une politique de formation professionnelle qui ne s'appuie pas sur les demandes immédiates du patronat ; mais qui prenne en compte les besoins, les aspirations des salariés et des chômeurs qui souhaitent se former. Nous voulons réapproprier l'apprentissage professionnel aux objectifs d'une vraie qualification des jeunes et à la formation continue des adultes. Pour cela, nous concentrerons les moyens vers les établissements publics.

Cette politique doit aussi traduire la politique de développement économique décidée par la région notamment en faisant de façon volontariste une place aux emplois « écologiquement nécessaires ».

. **Coopérations**. Réorienter le développement économique en recherchant d'autres régions du monde, dans la perspective d'un véritable co-développement

. **Démocratie et participation citoyenne active**. L'ensemble de ces propositions doit s'appuyer sur une extension des moyens de contrôle démocratique donnés aux citoyens par la région sur tous les projets qui sont de son ressort et sur une possibilité donnée de faire émerger des propositions citoyennes.

L'information délivrée doit être compréhensible de tous et les possibilités pour son accès seront largement développées. Ainsi, les régions doivent imposer des moyens d'information en exigeant de l'État un usage différent des moyens des chaînes publiques de la télévision et de l'ensemble des médias, afin de provoquer le débat public et la mobilisation citoyenne. Elles doivent se doter des moyens pour informer amplement contre les mesures gouvernementales qui sont imposées sans concertation, ou qui favorisent l'intérêt privé plutôt que le bien public.

Mise en place pour les débats publics nécessaires d'une Commission Régionale de Débat Public (CRDP) .

Les régions doivent créer et/ou développer des espaces de débats et de participation citoyenne (comités régionaux, circonscriptions régionales, comités de ligne ou de bassin pour les transports,...).

Plusieurs formes de désobéissance civique sont possibles et légitimes, y compris sous forme de référendum, prévus dans la loi mais jamais utilisés.

Les régions développeront les compétences générales qui leur sembleront utiles pour développer localement une réponse aux besoins de chaque région en fonction des priorités que nous nous donnerons ensemble : lutte contre les discriminations, soutien à la vie associative, démocratie locale...

La portée d'une victoire de gauche lors des régionales

Il nous faut préciser la dimension nationale d'une victoire de la gauche dans les régionales à venir.

Nous voulons une fusion démocratique pour le deuxième tour, pour battre la droite. A la proportionnelle des résultats du 1^{er} tour. Évidemment sans alliance avec le MODEM. Précisons bien les enjeux.

Une défaite de la droite aura un sens national et pas seulement région par région.

Face à la politique du pouvoir, un certain nombre de mesures prises ou de lois en préparation seront rejetées, objectivement, en même temps que l'UMP sera battue.

Dans le cas de la réforme des collectivités territoriales, voter pour la gauche, avec l'alliance des trois pôles de gauche pour le second tour, aura un sens : le rejet de cette réforme ! Un référendum contre les réformes de Sarkozy !

Voter à gauche, ce sera aussi voter contre la soumission des collectivités territoriales au rôle de gestionnaires de dossiers délégués par la présidence impériale.

Voter aussi contre toutes les atteintes aux services publics et pour le rétablissement de moyens de santé (hôpitaux et accès aux soins), de Poste, d'éducation. Contre toutes les aides à la spéculation privée (de l'école à l'eau, l'énergie...) au détriment des biens communs. Pour ouvrir de véritables discussions sur le développement des services publics de qualité. Ce sera engager les régions dans une politique de refus des « règles européennes ».

Sans doute pouvons-nous dans ce cadre, exiger le développement d'un pôle financier public fort, tel qu'il est demandé par les syndicalistes du secteur afin de rassembler les moyens d'une politique de création d'emplois utiles et de développement d'équipements socialement et écologiquement urgents.

Voter à gauche, ce sera voter contre les mesures en préparation contre les droits à la retraite et pour ouvrir une vraie discussion sur les moyens de les consolider.

Allons plus loin : un certain nombre d'exigences du mouvement social devront pouvoir trouver un soutien dans la victoire de la gauche aux régionales.

Voter aussi pour une remise en ordre de l'ensemble des impôts et des finances publiques : pour cesser de faire payer au plus grand nombre les privilèges des plus riches (« bouclier fiscal » et autres mesures antérieures) et des secteurs du patronat mis en difficulté par la crise capitaliste. Refusons par avance tous les chantages au sujet des « déficits » : exigeons par avance la mise à plat des richesses, et des moyens pour une autre politique.

Sans doute cette gauche, au deuxième, tour devrait-elle exiger, au nom des priorités sociales, une politique de désarmement et à tout le moins une baisse du budget de la Défense comme la formule le Mouvement de la Paix.

L'enjeu politique global, ainsi résumé, montre bien pourquoi le second tour sera un accord politique entre les pôles de la gauche : nous ne devons pas accepter de séparer les exigences régionales proprement dites de la portée politique majeure d'une victoire de la gauche dans les régions.

Battre Sarkozy politiquement, c'est faire reculer ses mauvais coups et aussi dégager des moyens pour une autre politique dans les régions.

AFIN D'ÉVITER QUELQUES SURPRISES, DES RAPPELS SIMPLES

Il s'agit, évidemment, d'un accord au sujet des régionales ; mais, en fonction de l'actualité des mobilisations, nous pouvons être amenés à d'autres prises de position. Même si ce ne sont pas des enjeux directs des régionales, il vaut mieux avoir un échange, au moins un rappel, des options qui nous semblent communes.

Les perspectives politiques d'ensemble

Quel projet politique portons-nous ? Une société plus juste, plus démocratique, plus écologique, plus solidaire...

- Il faut donner toute sa place au contrôle socialisé et démocratique sur les entreprises de production et de recherche. Nous voulons réaffirmer toute sa place au contrôle sur les richesses, qui n'appartiennent pas aux actionnaires. L'élaboration d'un tel projet ne saurait se réaliser sans construction collective et sans travailler aux résistances à construire. Dont les droits des salariés dans les entreprises, sur la santé et les décisions de production...

- Le droit à l'emploi ou à des revenus de remplacement : dépassement partiel du capitalisme par refus du statut subalterne de la force de travail ; Et des revenus assez élevés (des chômeurs aux retraités en passant par les handicapés...), rattachés à un SMIC lui-même augmenté...

- Droits politiques pour tous les résidents d'origine étrangère, à leur demande (au bout d'un an ou de trois ans maximum ... ?).

- Une transformation des services publics afin qu'ils soient garantis et animés en relation avec les savoir-faire collectifs et les attentes des usagers.

- Il faut faire apparaître que, à la place des multinationales et de leurs pouvoirs, nous voulons une démocratie et une socialisation des richesses qui reposent autrement les objectifs de la production et les relations internationales (BCE, OMC...)

Ces perspectives ne peuvent se défendre sans un engagement à développer les résistances.

Ce projet ne pourra pas être élaboré sans une prise de position nette contre tous les éléments d'inégalités dans les rapports sociaux et contre la politique

« sécuritaire » du pouvoir, c'est-à-dire son maniement de la peur pour légitimer la soumission aux exigences patronales et de droite.

Ce projet de transformation sociale ne pourra être élaboré qu'en agissant sur les institutions. Sarkozy l'a bien compris avec sa politique de destruction de notre contrat social mais aussi des institutions démocratique par son projet de réforme des institutions qui installera le bipartisme dominé par un exécutif.

Enfin, rassemblant tous les autres aspects nous affirmons notre option prioritaire : développer une forme de démocratie qui permette le dépassement du capitalisme. Favoriser l'auto-organisation et construire des outils qui permettent réellement de rompre avec la pratique de la délégation complète aux élus sont pour nous une priorité.

Pour être réellement œuvre collective et populaire, et pas uniquement catalogue de propositions juxtaposées et fabriquées par des « experts », nous proposons à toutes les forces et individus, qui le souhaitent de débattre des grandes priorités que nous voulons donner aux politiques régionales.

Cette mise en perspective nous donne un horizon. Elle fixe des priorités pour la pratique immédiate. Nous pensons que, plus qu'un programme fait par une sorte de « cartel » ou par des commissions d'experts, nous devons être capables de mettre en débat un projet qui fasse ressortir des axes d'interventions qui feront des conseils régionaux l'affaire de toutes et tous, un lieu de résistance efficace aux politiques néolibérales et un outil pour la transformation sociale et écologique.

Notre réponse à la crise de la politique passe par l'intervention des citoyen(ne)s et des mouvements sociaux, dans le respect de leur diversité, pour l'élaboration des choix politiques.

Nous proposons donc ainsi de construire un « après-élection » commun où les forces engagées ne se contentent pas de regarder faire les élus.